



Un an s'est écoulé depuis l'assassinat du journaliste camerounais Martinez Zogo près de Yaoundé, la capitale du Cameroun. L'organisation Reporter Sans Frontières (RSF) continue d'enquêter sur ce crime atroce et vient de dévoiler de nouveaux éléments troublants qui soulèvent de nombreuses questions. Les détails sordides des actes de tortures infligés au journaliste par un commando ont été révélés par certains des inculpés, mais les responsabilités et les implications restent floues.

Détails de l'opération et sévices infligés

Grâce à l'accès à des procès-verbaux d'audition datant de janvier 2023, RSF révèle que l'opération d'enlèvement du journaliste a été organisée par un commando dirigé par le lieutenant-colonel Justin Danwe, chef des opérations de la Direction générale du renseignement extérieur du Cameroun (Dgre). Les membres du commando décrivent en détail les actes de tortures particulièrement cruels infligés à Martinez Zogo. Le journaliste aurait été roué de coups, fouetté avec un fil de courant et un gourdin, et aurait même été victime de mutilations.

Questions sans réponse et mystères persistants

Malgré ces révélations, de nombreuses questions entourent toujours cette affaire. Qui était au

courant de cette opération ? Où exactement s'est déroulé le crime ? Que contenaient les applications de messagerie de Jean-Pierre Amougou Belinga, le richissime homme d'affaires soupçonné d'avoir commandité cette opération, qui ont été supprimées trois jours avant son arrestation ? De plus, RSF remet également en question la requalification des faits en simple "complicité de torture" et souligne les doutes quant à la sincérité de l'information judiciaire.

Liens entre le chef du commando et le commanditaire présumé

Les pièces à conviction et les auditions des membres du commando révèlent des liens étroits entre Justin Danwe et Jean-Pierre Amougou Belinga. Selon les déclarations de Danwe, Amougou Belinga lui aurait demandé de "faire taire" le journaliste lors d'une réunion et aurait même remis une somme d'argent à l'officier. Des images de vidéosurveillance confirment les rencontres entre les deux hommes et leurs échanges dans les jours précédant l'enlèvement de Martinez Zogo.

Obstacles à la manifestation de la vérité

Malgré les preuves et les témoignages accablants, l'enquête n'a pas progressé de manière significative. Deux juges ont déjà été dessaisis de l'affaire, et le dernier a même tenté de remettre en liberté deux des principaux suspects, ce qui soulève des suspicions de pressions sur cette affaire. De plus, les enquêteurs n'ont pas réussi à récupérer le contenu des applications de messagerie d'Amougou Belinga, ce qui complique encore l'élucidation complète de cette affaire.
